

SANDRA HOIBIAN

Après le chacun chez soi, le chacun pour soi ?

Tenir ensemble, respecter les gestes barrières et les mesures de distanciation sociale pour préserver la santé de tous et l'engorgement des hôpitaux. Tel a été, pendant de longs mois, la direction fixée par les pouvoirs publics pour faire face à l'épidémie de coronavirus. Si la question de l'efficacité des mesures prises pour endiguer le virus fait régulièrement l'objet de débats, les implications de la période sur «le vivre ensemble» ont été moins explorées.

Réalisée plusieurs fois par an, l'enquête Conditions de vie et Aspirations du CRÉDOC montre qu'après un moment de solidarité collective lors du premier confinement, la cohésion de la société s'affaiblit. Le sentiment d'appartenance à un collectif diminue. La solidarité entre générations se fissure, un quart des jeunes a le sentiment que la société privilégie les plus âgés à leur détriment et, en miroir, les personnes âgées pointent les comportements irresponsables comme principale difficulté à contenir l'épidémie. Dans le même temps, les préoccupations de la population se tournent de plus en plus vers les questions sécuritaires; les inégalités économiques créées par la crise restent moins inquiétantes pour les Français malgré leur accroissement depuis le premier confinement.

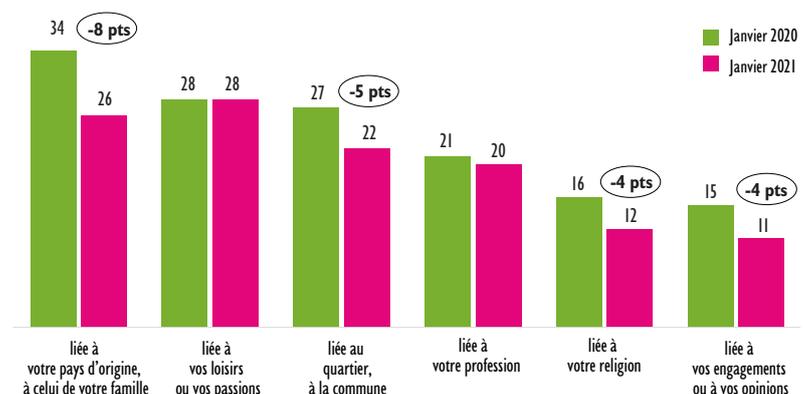
> Des signes d'affaiblissement de la cohésion sociale

La cohésion de la société française est soumise à rude épreuve depuis un an, dans un climat où l'autre est potentiellement porteur de maladie et de mort et où les contacts quotidiens permettant à chacun de se «relier» à l'autre physiquement et symboliquement sont proscrits. L'affaiblissement de l'inscription de chacun dans un collectif après un an de crise se lit au travers de différents indicateurs. Alors que l'horizon géographique s'est singulièrement réduit, et que l'ancrage dans un territoire local continue d'être fortement valorisé par la population (selon les cas pour des raisons écologiques, culturelles, économiques), la part de la population qui déclare avoir le sentiment d'appartenir à une communauté locale ou liée au quartier est en diminution (-5 points). Il en est de même pour le sentiment d'appartenance à une communauté liée aux opinions ou engagements politiques (-4 points), à des attaches culturelles liées à son pays d'origine ou à celui de sa famille (-8 points), ou à la religion (-4 points).

Seules les communautés constituées autour du travail ou des loisirs résistent. Au total, 53 % des Français se sentent appartenir à au moins une communauté prise au sens large, c'est 5 points de moins qu'en janvier 2020. ● ● ●

LE SENTIMENT D'APPARTENANCE À UNE COMMUNAUTÉ EST EN FORTE DIMINUTION

Personnellement, avez-vous le sentiment d'appartenir à une communauté... ?



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

Au-delà, c'est l'appartenance à une diversité de sphères sociales qui se réduit (34 %, -6 points). Autrement dit, chacun se replie sur un cercle restreint de sociabilité et d'appartenance.

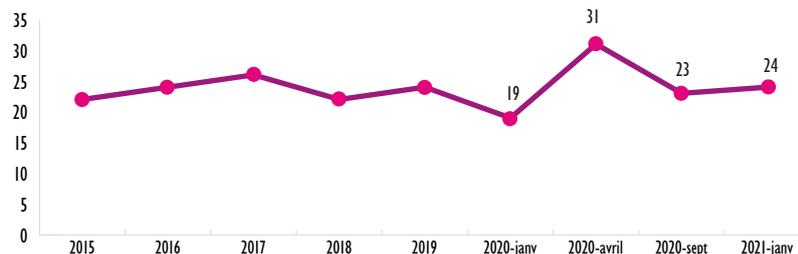
Au début de la crise, le premier confinement avait constitué un moment collectif, à la fois face au caractère inédit et inquiétant de la menace et parce que, dans une certaine mesure, l'ensemble de la population et des territoires était peu ou prou soumis aux mêmes règles, très restrictives mais vécues de manière collective et relativement uniforme. Depuis le 11 mai 2020, date du premier déconfinement, les situations changent au gré de l'épidémie et des décisions sanitaires. Elles sont évaluées à un niveau territorial plus fin. La frontière entre secteurs dit « essentiels » et « non essentiels » est évolutive. Avec le temps, le choc de la menace et son caractère exceptionnel s'estompent. Ainsi, en avril 2020, la proportion de Français déclarant accorder une place importante dans leur vie à la cohésion sociale avait bondi à 31 %, soit +12 points par rapport à son niveau d'avant crise. Elle est, depuis, retombée à 24 %, en même temps qu'ont cessé les applaudissements aux balcons, sorte de rituel collectif du premier confinement.

> La responsabilité individuelle pointée du doigt

Nombre de voix se sont élevées depuis le début de la crise sanitaire contre la gestion par le gouvernement de l'épidémie : qui pour dénoncer le manque de masques, qui pour la primauté donnée à l'économie sur la santé, qui pour regretter le manque de moyens pour le système de santé, la lenteur de la campagne de tests ou vaccinale, etc. Sur fond de défiance atavique dans les institutions, les Français auraient pu considérer le gouvernement et les autorités sanitaires comme les principaux responsables de la difficulté à contenir l'épidémie. Or, une très nette majorité (57 %) estime que la propagation du virus est principalement liée aux comportements individuels, la gestion par les autorités se plaçant loin derrière (30 %), la virulence du virus encore plus loin (13 %).

LE SURSAUT DE SOLIDARITÉ A FAIT LONG FEU

Proportion d'individus accordant de l'importance à la cohésion de la société dans leur vie (note 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7) (en %)

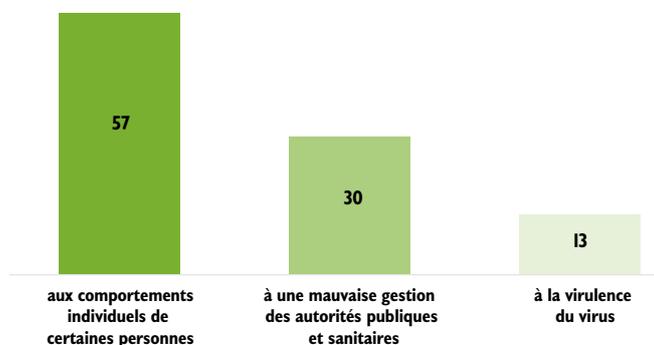


Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

Lecture : 24 % des Français estiment en janvier 2021 que la cohésion sociale occupe une place importante dans leur vie.

LES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS VUS COMME LA RAISON PRINCIPALE DE LA PROPAGATION DE L'ÉPIDÉMIE

Les difficultés à contenir l'épidémie sont-elles liées selon vous... ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête Conditions de vie et Aspirations, Programme CIESCO, janvier 2021.

Lecture : 57 % des Français estiment que les difficultés pour contenir l'épidémie tiennent avant tout aux comportements individuels de certains.

L'idée que les individus sont les premiers responsables de leur santé n'est pas apparue avec l'épidémie de Covid-19. Selon les données du Baromètre d'opinion publié par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), les comportements et habitudes de chacun sont vus comme la première raison des problèmes de santé graves par près de 30 % des Français. Cette prégnance de l'acte individuel est patente dans la parole publique lors de la crise de la Covid-19. Les campagnes de santé publique encouragent et valorisent la place des actions de chacun : respecter les gestes barrières, limiter les interactions sociales précisément avec les êtres chers, fragiles ou âgés, télécharger l'application TousAntiCovid... L'appel à la responsabilité individuelle a été, à de multiples reprises, présenté comme le parangon de l'attention à autrui, du civisme, de la solidarité et comme le principal rempart

contre la maladie. Les recommandations et discours prononcés par le président de la République pour endiguer la crise de la Covid-19 dépeignent la menace d'une « guerre » contre la pandémie qui pourrait être perdue à cause de comportements individuels égoïstes ou irresponsables. En miroir, le chef de l'État valorise de manière récurrente les bravoures et initiatives personnelles, ainsi que l'action de chacun comme socle de l'unité du pays.

Dans les enquêtes, les citoyens indiquent massivement suivre docilement les recommandations. Alors que le geste était totalement inconnu dans l'Hexagone avant cette épidémie, 84 % des Français déclarent qu'ils portent systématiquement un masque en public. 77 % déclarent qu'ils saluent désormais systématiquement sans serrer la main et qu'ils ont complètement arrêté les embrassades, 69 % qu'ils évitent les rassemblements festifs (Santé publique

France). Si ces déclarations peuvent masquer des comportements moins rigoureux, elles témoignent, *a minima*, d'une forte intériorisation des recommandations, et du souhait de se comporter en bon citoyen.

Chacun, donc, affirme qu'il suit docilement les gestes recommandés, mais dans le même temps estime que l'épidémie se répand à cause de comportements individuels. Autrement dit, l'autre est pointé du doigt. La prédominance de la responsabilité individuelle dans la propagation de l'épidémie est présente d'un bout à l'autre de la société.

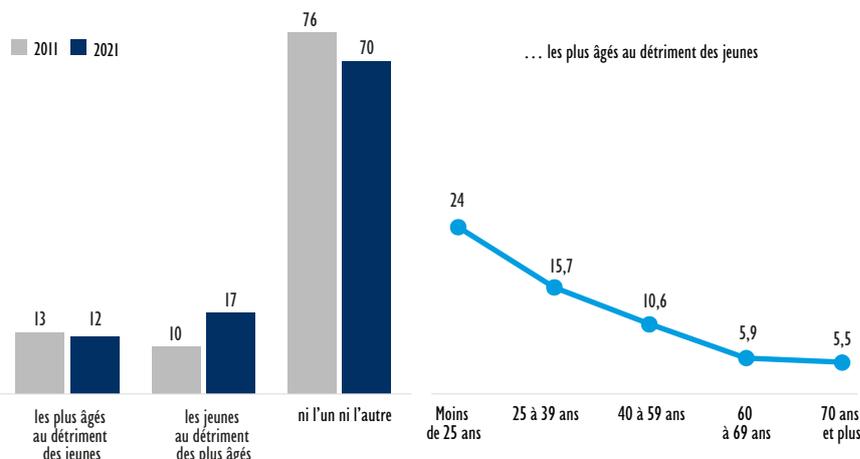
> Quelle équité entre les générations ?

Le lien social, la cohésion entre les membres d'une société, tient aussi aux mécanismes de redistribution et de solidarité entre les générations. Les débats récurrents à chaque réforme des retraites posent à intervalle régulier la question du « contrat » passé entre personnes dans la force de l'âge, jeunes et personnes âgées. Avec la crise de la Covid, l'hécatombe des victimes chez les personnes âgées, en particulier dans les Ehpad, et la situation des personnes âgées contraintes de rester cloîtrées dans leurs chambres pour se protéger du virus ont ému la population. La recommandation de protéger les personnes âgées en restant à distance a fait progresser leur isolement et d'une certaine manière entamé leur raison de vivre.

Les difficultés des jeunes ont également été médiatisées : ils habitent, en moyenne, dans des logements plus petits (30 m par personne contre 60 m par personne pour les seniors), 20 % vivent seuls, et ils ont été davantage touchés par le repli économique (arrêt des contrats courts et des petits jobs), ils ont dû poursuivre leurs études dans un climat incertain et avec des cours en ligne. Cet isolement a pu conduire à une détresse psychologique dans une période essentielle à la construction de son réseau social, et à la construction de projets qui poseront les bases d'une partie de la vie : études, métier, logement, rencontre du premier compagnon ou compagne avec qui l'on

LA SOLIDARITÉ ENTRE GÉNÉRATIONS SE FISSURE

Individus considérant que la société privilégie... (en %)

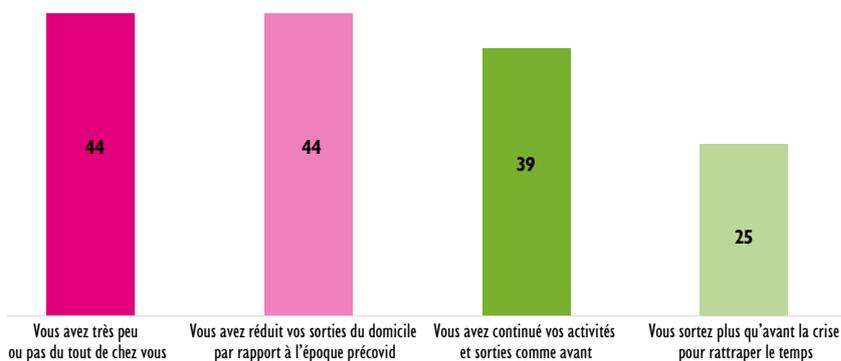


Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

Lecture : 12 % des Français considèrent que la société privilégie les plus âgés au détriment des plus jeunes, le taux monte à 25 % chez les jeunes.

LES PERSONNES SORTANT PEU HABITUELLEMENT OU AYANT RÉDUIT LEURS SORTIES LORS DE LA CRISE SANITAIRE SONT LES PLUS PRÉOCCUPÉES PAR LA SÉCURITÉ

Place de la violence et de l'insécurité parmi les deux premiers sujets de préoccupations dans une liste de 12 thèmes (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2021.

Lecture : 44 % des personnes qui sortent très rarement de chez elles se disent préoccupées par la violence et l'insécurité.

va s'installer. Selon l'étude sur la santé mentale de Santé publique France (CoviPrev), 31,5 % des jeunes souffrent de syndromes dépressifs en février 2021 contre 12 % en juin-juillet 2020.

La recherche en sciences sociales montre que les jeunes générations font de plus en plus souvent office de variables d'ajustement de la société. Le marché de l'emploi se flexibilise, les jeunes sont surreprésentés parmi les contrats courts, les métiers ubérisés. Un contrat précaire sur deux est ainsi occupé par un jeune. Selon l'Insee, en 2018, 19,7 % des 18-29 ans étaient sous le seuil de pauvreté, soit 1,6 million de jeunes métropolitains (niveau

de vie inférieur au seuil de pauvreté à 60 %, c'est-à-dire inférieur à 1063 € mensuels). C'est un taux très supérieur à la moyenne (14,8 %) et à celui mesuré chez les seniors (8,7 % des 75 ans et plus). Les prix de l'immobilier flambent depuis vingt ans, se déconnectant des revenus des ménages ; les jeunes cherchant à s'installer en sont là aussi mécaniquement les premières victimes (loyers plus élevés, durées d'endettement plus longues). Pour compléter ce tableau, l'isolement des jeunes, qui était il y a dix ans nettement moins fort que la moyenne, a rejoint en 10 ans celui de la moyenne des Français (CRÉDOC, Fondation de France, 2020).

Aujourd'hui comme il y a dix ans, une grande majorité (70 %) du corps social ne considère pas qu'une génération serait privilégiée aux dépens d'une autre. Toutefois ce consensus semble se fissurer. En pleine crise sanitaire, et alors qu'ils sont confrontés à de nombreuses difficultés, les jeunes sont un peu plus considérés comme favorisés (+6 points) que par le passé.

Est-ce lié à l'épidémie? En effet, les jeunes ont souvent été pointés du doigt comme respectant moins bien les règles de distanciation sociale en participant à des fêtes ou rassemblements spontanés. Les personnes âgées, elles-mêmes très respectueuses des gestes barrières, pointent d'ailleurs plus souvent qu'en moyenne la responsabilité individuelle de comportements égoïstes dans les difficultés à contenir l'épidémie (67 % chez les 70 ans et plus contre 51 % chez les moins de 25 ans).

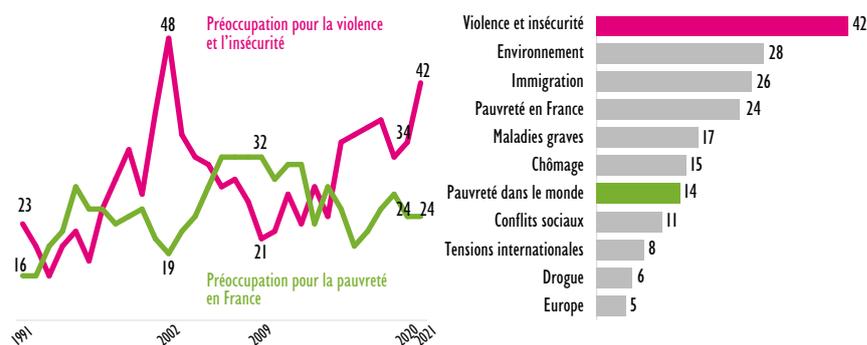
Dans le même temps, à l'autre bout de la pyramide des âges, un quart des moins de 25 ans expriment le sentiment d'être une génération sacrifiée.

> La violence et la sécurité préoccupent beaucoup plus que la pauvreté

Parmi les multiples dimensions qui créent une nation unie figurent également la solidarité et la lutte contre des inégalités économiques que la crise sanitaire a augmentées. La situation financière des plus aisés s'est relativement améliorée, notamment grâce à une épargne «forcée» qui s'est constituée par la réduction drastique de l'offre de loisirs et de sorties. Alors que chez les plus modestes, les difficultés s'amoncelaient : non-renouvellement des contrats courts, augmentation des

LES PRÉOCCUPATIONS SÉCURITAIRES REPARTENT À LA HAUSSE

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus? (% réponse en premier ou second critère)



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et Aspirations, janvier 2021.

Lecture : 42 % des Français placent la violence et l'insécurité parmi les deux sujets qui les préoccupent le plus.

dépenses avec l'arrêt de la cantine pendant le premier confinement, arrêt de l'économie informelle et des petits jobs, diminution des ressources avec le chômage partiel qui, sur des petits salaires, a un impact plus marqué. Ce mouvement de polarisation ne s'est pas arrêté au premier confinement. En dépit des nombreux plans de soutiens et milliards d'euros mobilisés par la France et l'Europe, en janvier 2021, 26 % de la population déclare que sa situation financière s'est dégradée au cours des trois derniers mois. La proportion est de 38 % chez les bas revenus, contre 16 % chez les hauts revenus.

Le nombre de bénéficiaires au RSA mesuré par la CNAF augmente singulièrement depuis le début de la crise, passant 1,926 million en mars 2020 à 2,069 millions en octobre 2020, soit une hausse de 8,5 %. Dans ce contexte largement médiatisé, par exemple via les files d'attente devant l'aide alimentaire, on aurait pu imaginer une hausse des préoccupations par rapport à la pauvreté. Celles-ci restent très stables. En revanche, les préoccupations par

rapport à la violence et l'insécurité reprennent leur progression : +8 points en un an. Alors que la criminalité en dehors du domicile (vols sans violence contre les personnes -24 %, cambriolages -20 %, vols de véhicules -13 %) a, quant à elle, mécaniquement baissé en lien avec la moindre présence dans l'espace public.

L'enquête montre que l'inquiétude par rapport à la violence et la sécurité varie sensiblement selon que les personnes ont continué leur vie comme avant, voire ont cherché à rattraper le temps perdu pendant les périodes de déconfinement, ou qu'elles ont choisi de rester cloîtrées chez elles. En d'autres mots, le retrait des interactions avec l'espace public pourrait être de nature à rendre davantage anxiogène l'espace extérieur au cocon du logement. La distanciation de l'autre et la critique des comportements inciviques par rapport aux enjeux sanitaires créent un climat de suspicion peu propice à renforcer la cohésion du pays dans une période où cette cohésion serait justement nécessaire pour favoriser la résilience de la société. ■

■ ■ ■ Pour en savoir plus

- > La plupart des résultats sont tirés de la note de conjoncture sociétale «Un monde sans après» du CRÉDOC, disponible sur souscription. Contact : Sandra Hoibian, tél. : 01 40 77 85 52 ou Charlotte Millot, tél. : 01 40 77 85 84
- > L'enquête Conditions de vie et Aspirations du CRÉDOC est menée trois fois par an : janvier, mai et septembre auprès d'un échantillon national représentatif de 3 000 personnes. Cette enquête existe depuis 1978 avec la possibilité d'étudier des séries longues sur 40 ans.